



---

## L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

---

L'enquête publique a pour but d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions après le dépôt de l'étude d'impact auprès de l'autorité environnementale. Son organisation est à la charge du préfet du département concerné par l'implantation du projet. La saisine du Tribunal Administratif par ce dernier permet la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête, en fonction de la nature et de l'importance du projet.

### 1. Les principaux textes régissant l'enquête publique sont les suivants :

- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle II »,
- Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,
- Articles L.123-1 à 18 et R.123-1 à 46 du Code de l'environnement.

## 2. Insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative relative à l'opération

### Le porteur de projet

Le dossier est établi en vue de la réalisation de l'enquête publique préalable au remplacement du télésiège des Chaudannes de la station des Karellis située sur la commune de Montricher-Albanne. Ce projet est présenté par la Régie Autonome des Remontées Mécaniques et des Pistes de Montricher-Albanne dont les coordonnées sont :

**Régie Autonome des remontées mécaniques**  
**Batiment AGORA**  
**Les Karellis**  
**73870 MONTRICHER-ALBANNE**

Conformément à la nomenclature à l'annexe de l'article R 122-2 du code de l'environnement, le remplacement le nouveau télésiège des Chaudannes qui aura un débit supérieur à 1 500 personnes par heure est soumis à étude d'impact.

	Projet soumis à étude environnementale	Projet soumis à examen au cas par cas
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagement associés.	a) Création de remontées mécaniques ou téléphériques transportant plus de 1 500 passagers par heure.	a) Remontées mécaniques ou téléphériques transportant moins de 1 500 passagers par heure à l'exclusion des remontées mécaniques démontables et transportables et des tapis roulants mentionnés à l'article L. 342-17-1 du code du tourisme.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT00006074220&idArticle=LEGIARTI000025086815>

9/11

### Avis de l'autorité environnementale

Tous les projets comprenant une étude d'impact sont soumis à enquête publique. Pour tous ces projets, une "autorité environnementale" désignée par la réglementation doit rendre un avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. L'absence d'avis émis à la fin du délai réglementaire de deux mois vaut avis tacite. Il n'y a donc aucune observation émise par l'autorité environnementale.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites. [En savoir plus](#) [Accepter](#)

Projet de renouvellement et d'extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires présenté sur la commune de Vougy (42) Avis étudié à la demande de la société SOGRAP (Loire) <a href="#">2020APARA57</a> (format pdf - 676.1 ko - 07/07/2020) / ARA-2020-AP-775 Avis sur projet du 7 juillet 2020
Projet de renouvellement et d'extension de carrière sur la commune de Pierrelatte (26) Avis étudié à la demande de la SAS Granulats Vicat (Drôme) <a href="#">2020APARA56</a> (format pdf - 666.6 ko - 03/07/2020) / ARA-2020-AP-851 Avis sur projet du 3 juillet 2020
<b>JUIN 2020</b>
Remplacement des télésièges des Chaudannes sur la commune de Montricher-Albanne/Albiez-Montrond (73) Absence d'avis émis par la MRAe dans le délai de deux mois prévu à l'article R 122-7 du code de l'environnement <a href="#">2020APARA55 / 2020-ARA-AP983</a> Absence d'avis du 29 juin 2020

## L'enquête publique

La durée de l'enquête publique est généralement de 30 jours, prolongeable une fois. Une publicité est réalisée via les journaux régionaux ou locaux, dans les 8 premiers jours de l'enquête, ainsi qu'un affichage 15 jours avant son ouverture et pendant toute sa durée sur le site d'implantation et dans les mairies concernées.

Dans chaque lieu où est déposé un dossier d'enquête, un registre d'enquête est ouvert et mis à disposition du public pour enregistrer les diverses remarques relatives au projet. Celles-ci peuvent également être adressées au commissaire enquêteur par correspondance au siège de l'enquête ou par voie électronique indiquée dans l'arrêté d'ouverture. Lors des permanences du commissaire enquêteur, les observations écrites et orales du public sont recueillies.

À la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur clôt le registre d'enquête et rencontre le responsable du projet pour lui communiquer les observations consignées dans un procès-verbal de synthèse. Après la production éventuelle d'un mémoire en réponse, le commissaire enquêteur établit son rapport, dont l'objectif est de relater le déroulement de l'enquête et d'examiner les observations recueillies. Ses conclusions motivées (avis favorable, favorable sous réserves ou défavorable) sont consignées dans un document séparé et transmises au préfet et au président du Tribunal Administratif. A l'issue d'un délai d'instruction de 2 mois à compter de la réception par le Préfet des conclusions du commissaire enquêteur, le Préfet décide de refuser ou de délivrer le permis de construire via un arrêté préfectoral.

Depuis 2016 et l'ordonnance du 3 août, les procédures destinées à assurer l'information et la participation du public ont été réformées, dans le but de favoriser et de renforcer la participation du public au processus d'élaboration de décisions pouvant avoir une incidence sur l'environnement. L'un des plus grands apports de ce texte est la généralisation de la dématérialisation de l'enquête publique. Désormais, l'article.123-10 du Code de l'environnement impose la publication du dossier d'enquête publique en ligne, tout en préservant la version papier pendant toute la durée de l'enquête.

### Sont désormais obligatoires durant l'enquête :

- La mise à disposition du dossier d'enquête en ligne ;
- La possibilité pour le public de déposer ses observations et propositions par voie numérique ;
- La publication en ligne des observations déposées par voie numérique.

A l'issue de l'enquête, doivent être disponibles en ligne pendant une durée d'un an à compter de leur parution :

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête

Pour mettre en place ces dispositions, l'article susvisé énonce qu'un accès gratuit au dossier doit être garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un « lieu ouvert au public ». Les permanences du commissaire enquêteur sont maintenues pour assurer un accès constant au dossier papier.

**La décision susceptible d'être adoptée au terme de l'enquête est :** L'arrêté accordant l'exécution des travaux pour le remplacement du télésiège des Chaudannes sis station Les Karellis.